PROCES-VERBAL DU COMITÉ SYNDICAL DU 20 DÉCEMBRE 2024
SYNDICAT MIXTE MOSELLE AMONT

La réunion a débuté le 20 décembre 2024 à 16h30 sous la présidence du Président, Monsieur ANDRES Dominique.

Membres présents :

Monsieur ANDRES Dominique
Monsieur CHEVRIER Bruno
Monsieur MOREL Bernard
Monsieur NICAISE Roger
Monsieur RACINE Jean
Monsieur RIGOLLET Thierry

Membres absents représentés :

Monsieur COMBEAU Jean-Michel Pouvoir donné à M MOREL Bernard
Monsieur LEROY Régis Pouvoir donné à M CHEVRIER Bruno
Madame LOUIS Catherine Pouvoir donné à M ANDRES Dominique
Monsieur MENTREL Jean Louis Pouvoir donné à M RIGOLLET Thierry

Membres absents :

Monsieur BANSEPT Aurélien
Monsieur BERTRAND Michel
Monsieur BONNE Grégory
Monsieur CALMELS Jean-Pierre
Monsieur CHIVOT Jean-Marie
Monsieur DESCOUPS Damien
Monsieur DUBOIS Gilles
Madame FETET Pascale
Monsieur GARION Eric
Madame GEHIN Martine
Monsieur GRANDEMANGE Erik
Monsieur GRANDVALLET François
Madame GREMILLET Virginie
Monsieur LIENARD Pascal
Monsieur MATHIEU Jérôme
Monsieur MICLO Jean-Paul
Monsieur REMY Michel
Monsieur VALANCE Jacques
Monsieur VOITOT Ludovic

Secrétaire de séance : Monsieur Bruno CHEVRIER

Le quorum (plus de la moitié des 58 membres) étant atteint, la séance est ouverte.

Ordre du jour :

DCS32_2024 - Budget Supplémentaire
DCS33_2024 - Provision pour contentieux
DCS34_2024 - Modification amortissement des véhicules roulants / prorata temporis
DCS35_2024 - Ouverture anticipée des dépenses d'investissements
- Questions diverses

DCS32_2024 - Budget Supplémentaire

N° de délibération : DCS32_2024

Le Président expose :

Le budget primitif 2024 vise à enregistrer le résultat de clôture issu du compte administratif 2023 ainsi que les restes à réaliser de cet exercice, conformément aux délibérations d'affectation du résultat présentées et votées par le Comité Syndical. Or une incohérence a été relevée entre la délibération DCS11_2024 et la DCS17_2024 au compte 002 « Résultat de fonctionnement reporté ».

Le présent Budget Supplémentaire vise dans un premier temps à régulariser cette inexactitude.

Deuxièmement, aucune inscription budgétaire pour les amortissements ne figure dans le budget primitif. Il est proposé au Comité Syndical de prévoir une provision des articles correspondant à cet effet afin de permettre les écritures comptables nécessaires. Pour réaliser l'équilibre, il est proposé au Comité Syndical de minimiser le Chapitre 68 « Dotations aux provisions et dépréciations ».

Section de fonctionnement

DEPENSES				RECETTES		
011	60636	Fournitures non stockées – Habillement et vêtements de travail	12,10 €	002	Ajustement des recettes de fonctionnement	12,10 €
68	6865	Dotations aux provisions pour risques et charges financiers	-7163,18 €			
042	6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	7163,18 €			
TOTAL			12,10	TOTAL		12,10

En section de d'investissement :

DEPENSES			RECETTES		
21			040		
	21838	7163,18 €		28051	636.56 €
				281568	31 €
				281828	3 495 €
				281838	812.94 €
				281841	17 €
				281848	2170.68 €
TOTAL		7163.18 €	TOTAL		7163.18 €

Après avoir délibéré,

LE COMITÉ SYNDICAL

Approuve le budget supplémentaire conformément aux tableaux ci-dessous, au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement, chacune de ces sections étant équilibrée en dépenses et en recettes.

10 voix pour

DCS33_2024 - Provision pour contentieux

Conformément aux articles L.2321-2 29° et R.2321-2 du Code général des collectivités territoriales, une provision doit être impérativement constituée par délibération de l'assemblée délibérante dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la collectivité. La provision est constituée à hauteur du montant estimé par la collectivité de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru.

Dans le cadre d'un contentieux engagé contre le Syndicat Mixte Moselle Amont, le risque encouru est estimé à 9 000 €. Il est prudent de constituer une provision pour risque de contentieux de ce montant.

Après avoir délibéré,

LE COMITÉ SYNDICAL

Décide de constituer une provision de 9 000€ pour les risques liés au contentieux.

Autorise le Président à signer tout document relatif à la présente délibération

10 voix pour

DCS34_2024 - Modification amortissement des véhicules roulants / prorata temporis

Objet : Modification d'amortissement et adoption du prorata temporis

Le Président expose :

Qu'une délibération du 20 février 2024, DCS04_2024 fixe la durée d'amortissement du matériel roulant au compte 21828 à 10 ans. Il est proposé au Comité Syndical de revenir sur cette durée d'amortissement, qui n'est pas fidèle à la perte de valeur d'un véhicule léger, pour lui appliquer une durée d'amortissement de 5 ans.

L'instruction M57 pose le principe de l'amortissement prorata temporis des immobilisations comme principe de droit commun. Plusieurs date de départ du prorata temporis peuvent être retenues, il est proposé au Comité Syndical de retenir la date de mise en service du bien comme date de départ de l'amortissement.

Après avoir délibéré,

LE COMITÉ SYNDICAL

Article 1 : Fixe la durée d'amortissement des véhicules léger au compte 21828 à 5 ans

Article 2 : Fixe le départ de la durée d'amortissement au prorata temporis à la date de mise en service

10 voix pour

DCS35_2024 - Ouverture anticipée des dépenses d'investissements

Monsieur le Président rappelle les dispositions extraites de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales :

Article L1612-1 modifié par la [LOI n°2012-1510 du 29 décembre 2012 - art. 37 \(VD\)](#)

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de

l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Les dépenses d'investissement concernées sont les suivantes (à titre d'exemple) :

Au titre des

- Immobilisations incorporelles (chapitre 20) : 37 500€ X 25% = 9 375€
- Immobilisation corporelles (chapitre 21) : 105 000€ X 25% = 26 250€

TOTAL = 35 625 €

Ces nouveaux crédits seront répartis comme suit :

- 10 000€ au compte **2031** « frais d'étude » pour la maîtrise d'œuvre sur les ouvrages d'endiguements
- 25 625€ au compte **21838** « autre matériels informatiques » pour l'équipement des agents qui n'a pas pu avoir lieu sur l'année 2024

Après en avoir délibéré,

LE COMITÉ SYNDICAL

Décide d'ouvrir un quart des crédits d'investissements du budget 2025 comme mentionné au dessus.

Autorise le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au titre de l'année 2024.

10 voix pour

Questions diverses

Cette réunion fait suite à l'absence de quorum lors du Comité Syndical du 16 décembre 2024.

Les sujets étant épuisés, le Président lève la séance à 18h15.

Monsieur Bruno CHEVRIER
Secrétaire de séance

Monsieur ANDRES Dominique,
Président